

MAIN D'OEUVRE IMPORTEE

Une qualité nouvelle

La première journée du colloque "Migrations: les enjeux!" était consacrée aux aspects économiques.

La partie finale de la contribution de Jean Langers traitait de l'évolution récente et des perspectives du marché de l'emploi.

La très forte expansion de l'emploi salarié observée au cours des la décennie écoulée est surtout celle de l'emploi frontalier. Son taux de croissance moyen durant la période 1990-2001 est de 10,8 %, à comparer aux 0,2 % pour les nationaux et aux 4,1 % pour les étrangers résidents. Ces derniers temps, l'offre est donc assurée majoritairement par l'immigration journalière en provenance des régions frontalières. (...)

Une élévation générale du niveau d'instruction des immigrés ayant un emploi est observée. Pour s'en tenir aux niveaux extrêmes, on constate que si pour les vagues 1990 et 1991 le niveau d'instruction ne dépasse pas le primaire dans un peu plus d'un tiers des cas, cette proportion tombe en dessous de 15 % en fin de décennie.

Migrant-e-s "HQ"

En revanche, pour les immigrés ayant un emploi, détenteurs d'un diplôme universitaire ou assimilé, l'évolution est juste le contraire. De quelque 20 %, leur part passe à plus de 40. Ces chiffres ne reflètent cependant qu'une partie de la réalité. Parmi les jeunes issus de l'immigration d'avant 1990 et entrés sur le

marché du travail au cours de la période considérée, la part de ceux qui sont faiblement qualifiés reste importante. (...)

Est-ce qu'à la longue, l'économie luxembourgeoise sera toujours en mesure de satisfaire ses besoins en main d'oeuvre? L'offre de travail restera-t-elle toujours abondante? Existe-t-il des moyens pour l'accroître? (...)

Une condition essentielle pour attirer des travailleurs étrangers seront sans aucun doute des niveaux de rémunération compétitifs par rapport aux autres pays européens. Mais d'autres facteurs comme les conditions de logement, l'organisation du système éducatif ou l'offre socio-culturelle interviennent.

Une telle maximisation d'une certaine fonction d'utilité déciderait également des migrations journalières traversant les frontières. Seraient pris en compte les différentiels de chômage et de salaires. Les salaires (surtout nets) plus élevés au Luxembourg ainsi que les taux de chômage plus élevés dans leur région pousseraient donc nombre de nos voisins à se déplacer chaque jour au Luxembourg. Une autre variable intervient toutefois: la dis-

tance. Plus elle est réduite, plus l'attrait du Luxembourg augmenterait. A la place de la distance, mieux vaut, sans doute, prendre en considération la durée du trajet et, plus généralement, les conditions de transport. Des trains bondés, des autoroutes engorgées pourraient amener plus d'un à vouloir travailler près de son domicile même si les conditions de rémunération y sont moins favorables.

En voie d'épuisement?

De même, un rétrécissement des différentiels de chômage et de salaires aurait-il un effet négatif sur l'offre de travail venant des régions limitrophes. Autre facteur à prendre en considération: Si l'on croit les différentes projections, entre 2000 et 2025, la population en âge de travailler y irait en diminuant (- 11,4 % en Sarre, - 10,2 % en Lorraine, - 2,7 % en Rhénanie-Palatinat, - 1,7 % en Wallonie). C'est surtout le recul prévu en Lorraine dont sont actuellement originaires plus de la moitié des travailleurs frontaliers qui paraît inquiétant. Certes, si notamment les conditions de rémunération demeurent nettement plus favorables au Grand-Duché, les entreprises luxembourgeoises pourront continuer de puiser dans ce réservoir, mais elles disputeront à leurs homologues lorrains une main-d'oeuvre devenant de plus en plus rare.

Pour ce qui est des immigrés venant habiter au Lu-



Jean Langers

(photo: (c) Asti/Pol Linden)

xembourg, l'élargissement de l'UE vers les pays de l'Europe Centrale et de l'Est ouvre de nouveaux horizons et il semble bien que les dirigeants politiques et économiques luxembourgeois placent beaucoup d'espoirs dans un pays comme la Pologne. Mais il faut bien garder à l'esprit que l'effondrement de la natalité survenu à partir de début des années quatre-vingt-dix dans la plupart de ces pays engendrera, à l'avenir, un recul

important du nombre de jeunes susceptibles de venir alimenter le marché du travail national. Le Luxembourg pourrait alors se voir obligé d'aller chercher la main-d'oeuvre nécessaire dans des régions plus éloignées qui le sont également d'un point de vue culturel.

Jean Langers,
conseiller économique
au Stateg

COHESION SOCIALE

Affirmer notre pluralité

Ne pas laisser le monopole de la représentation, de la définition de ce qui fait le Luxembourg aux chantres d'une identité luxembourgeoise mythique, voilà l'objectif annoncé de Fernand Fehlen. Nous publions la partie finale de son intervention.

"La représentation du monde social n'est pas un donné ou, ce qui revient au même, un enregistrement, un reflet, mais le produit d'innombrables actions de construction qui sont toujours déjà faites et toujours à refaire." (Pierre Bourdieu, 2001)

(...) Lors de son intervention, le 28 mars 2002 dans le cadre de la campagne de l'Asti, le premier ministre insista sur les deux points suivants: 1. La modernisation du concept de citoyenneté et du droit de vote et l'introduction de la double nationalité; 2. la promotion de l'apprentissage de la langue luxembourgeoise comme moyen d'intégration des travailleurs.

Quel multilinguisme?

Tout comme je suis d'accord avec le premier point, je me sens mal à l'aise avec le deuxième. A trop mettre en avant la "langue luxembourgeoise en tant qu'élément fédérateur de la société luxembourgeoise" on risque de passer à côté du caractère multilingue du Luxembourg. Notre identité linguistique a deux dimensions: le luxembourgeois et le multilinguisme. Oublier l'un des deux aspects, c'est renoncer à ce qui fait l'originalité de notre

pays et aussi la base de sa réussite économique.

Pour éviter la scission en deux communautés linguistiques, l'une germanophone et l'autre romanophone, nous devons investir dans l'apprentissage des langues. Le système éducatif doit devenir plus performant. L'étude PISA a montré qu'il est non seulement un des plus mauvais, mais aussi un des plus discriminatoires envers les enfants des milieux défavorisés et envers les enfants des nouveaux

venus. Il ne suffit pas d'inciter ces derniers à apprendre le luxembourgeois, il faut aussi favoriser l'apprentissage du français et de l'anglais chez les autochtones.

Face aux défis que pose l'avenir incertain, défis qui sont d'autant plus grands que le Luxembourg est petit et que ses marges de manoeuvres s'en retrouvent réduites, il est plus facile d'invoquer des racines identitaires pour conjurer le spectre d'une population de 700.000 habitants que d'attaquer de front les vrais problèmes qui se posent aujourd'hui.

Avec la crise du secteur bancaire qui pointe son nez, avec les années de vaches maigres qui s'annoncent, le danger d'un repli identitaire augmente. Le Luxembourg n'étant pas "un pays immunisé contre le racisme" (Sesopi), comment pouvons nous promouvoir la cohésion sociale?

Une communauté n'existe pas, elle se crée en ayant

un discours commun, une mémoire commune. C'est à ce niveau que les sciences, comme l'histoire et la sociologie, peuvent apporter leur appui. En tant que chercheurs nous devons dénoncer toutes les tentatives de la construction d'une identité luxembourgeoise mythique, anhistorique et essentielle, qu'elle prenne la langue luxembourgeoise ou un prétendu caractère national comme point d'origine. Personne n'ose plus parler de race; l'ethnie luxembourgeoise semble tout aussi surréaliste, mais l'âme luxembourgeoise me semble avoir encore de beaux jours devant elle.

Faux atouts

Le Luxembourg pluriel et ouvert n'est plus à inventer, il a une histoire plus que centenaire. Ne laissons pas notre mémoire collective aux nostalgiques d'un Luxembourg rural. Insistons sur l'apport culturel que nos grand-pères ont ramené de leur tour de France ou sur les valeurs que nos grands-mères ont apprises pendant les années qu'elles ont passées comme bon-

nes à l'étranger. Insistons sur l'apport des différentes immigrations, qui ne se réduisent pas à celle venue d'Italie - l'immigration allemande étant la plus nombreuse et la plus oubliée. Voilà donc du pain sur la planche pour les chercheurs.

La capacité d'accueil du Luxembourg, sa capacité d'adaptation, son multilinguisme sont autant de facteurs productifs, autrement plus rémunérateurs que le monnayage d'une souveraineté nationale, monnayage d'autant plus illusoire que le processus d'unification de l'Union Européenne va son petit bonhomme de chemin.

Ne nous limitons pas à dénoncer tout essai de construction d'une grand-ducalité, hypothétique, mais proposons des projets communs à toutes les personnes qui vivent et travaillent au Luxembourg. Les défis à relever ne manquent pas.

Fernand Fehlen,
sociologue, responsable de la
Cellule "Stade" au CRPGL.



Fernand Fehlen



Le colloque "Migrations: les enjeux!", organisé par l'Asti, s'est tenu les 18 et 19 octobre. Il est prévu de publier les actes du colloque en janvier prochain.